



HAL
open science

Ressources et accessibilité des espaces urbains pour les personnes trans : un idéal de justice à l'épreuve des discriminations à Paris et à Londres

Milan Bonté

► **To cite this version:**

Milan Bonté. Ressources et accessibilité des espaces urbains pour les personnes trans : un idéal de justice à l'épreuve des discriminations à Paris et à Londres. *Justice spatiale = Spatial justice*, 2022, (In)justice des initiatives communautaires (2/2), (In)justice des initiatives communautaires (2/2) (17). hal-03843653

HAL Id: hal-03843653

<https://hal.science/hal-03843653v1>

Submitted on 8 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ressources et accessibilité des espaces urbains pour les personnes trans : un idéal de justice à l'épreuve des discriminations à Paris et à Londres

Milan Bonté

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne ; UMR Géographie-Cités, campus Condorcet ; membre rattaché à l'UMR LADYSS

Courriel : milan.bonte@parisgeo.cnrs.fr

Résumé

Les métropoles occidentales sont des espaces perçus comme émancipateurs pour les minorités. Qu'en est-il du point de vue des personnes trans ? De nombreuses ressources urbaines sont mises à leur disposition par leurs communautés dans les métropoles de Paris et de Londres. Ces ressources, identifiées par les habitant-e-s, rendent ces territoires attractifs. Les associations et les collectifs les développent selon un idéal de justice : l'accès aux équipements et aux services dont sont privé-e-s les personnes trans est à la fois une forme de résolution matérielle de l'inégal accès aux espaces publics dont elles sont victimes, ainsi qu'une reconnaissance de leur statut d'être humain. Pourtant, au regard des expériences trans relevées sur le terrain, ces ressources sont inégalement réparties dans les espaces urbains et inéquitablement appropriées au sein de la population trans selon des critères de genre, de classe et de race. Cette inégale répartition des ressources métropolitaines remet en question la finalité de justice à laquelle se rattachent associations et élu-e-s.

Mots-clés : trans, espace public, ressource, ville, justice spatiale

Abstract

The cities of the Global North are perceived as places of emancipation for minorities. Is this true for trans people? Trans communities in Paris and London make many urban resources available to trans people. Identified by the inhabitants, places where such resources exist become attractive. Charities and support groups develop them according to an ideal of justice: access to facilities and services from which members of this minority are excluded is both a practical way of mitigating the inequality of access to public spaces they experience, and a recognition of their status as human beings. However, according to the trans experiences I investigated, take-up of these resources within the trans population is very unequal, split along gender, class and race lines. These resources are also unequally distributed across the cities. This unequal distribution of metropolitan resources casts doubt on the objective of justice to which civil society entities and elected officials aspire.

Keywords: trans, public space, resource, city, spatial justice

Les grandes villes sont présentées dans la littérature géographique comme des territoires ressources pour les minorités. La concentration d'un grand nombre d'habitant-e-s, qui induit la rencontre de populations variées et permet en même temps une certaine forme d'anonymat, favoriserait l'intégration de populations marginalisées. La ville et ses espaces publics centraux permettent l'expression de l'identité collective de groupes marginalisés : migrant-e-s et dit-e-s « sans-papiers » trouvent dans la visibilité offerte par les métropoles des formes alternatives de citoyenneté (Erdi Lelandais, 2013). Le *topos* de la ville émancipatrice dans les parcours de vie des jeunes gay est par ailleurs éculé : on a montré la possibilité qu'offrent les métropoles aux minorités sexuelles, grâce à la combinaison d'un certain anonymat et d'une forme de visibilité minoritaire (Cattan et Leroy, 2010). La ville, permettant un accès effectif à des ressources matérielles et faisant l'objet d'une idéalisation des fonctions de sociabilité de ses espaces publics, est lue comme un territoire d'accueil pour les populations minoritaires.

Les géographes anglophones et francophones qui ont travaillé sur la notion de justice spatiale depuis les années 1970 ont principalement débattu l'idée de « l'égal accès de tous les citoyens aux ressources urbaines » (Gervais-Lambony et Dufaux, 2009, p. 7). Des travaux sur la justice considèrent ainsi l'existence d'une dialectique entre des inégalités structurelles – répartition déséquilibrée des ressources – et la représentation ou la considération disparates des populations dominées dans les médias, les idées politiques, etc. Il est autant question de « redistribution » des ressources matérielles que de « reconnaissance » : cette dichotomie conceptualisée par Nancy Fraser (2011, p. 16-21) est en particulier adoptée et éprouvée par Marianne Blidon (2011) au prisme des vécus homosexuels en France. Elle montre en effet que la quête de reconnaissance des personnes homosexuelles en France passe avant tout par la recherche d'une distribution spatiale juste et équitable des ressources socialement valorisées et de leur accès.

C'est dans ce cadre conceptuel que je propose de penser le recours des personnes trans aux ressources métropolitaines, résultant d'une dialectique entre un inégal accès aux ressources et aux services des territoires et la recherche – ou le besoin – de reconnaissance de leur « statut d'être humain[s] » (Blidon, 2011). Les ressources urbaines sont ainsi comprises comme l'ensemble des éléments matériels ou immatériels grâce auxquels les personnes trans compensent ou inversent les injustices dont elles sont victimes. En cohérence avec l'usage classique du terme en géographie, ces ressources, qui permettent de répondre à des besoins, sont créées par les pratiques des individus et de leurs communautés ; et leur raréfaction ou leur mise à disposition sont source de tensions (Géoconfluences, 2010). La position marginale des populations trans en France et au Royaume-Uni est à l'origine de ces besoins. La transphobie de la vie quotidienne – précarité administrative, difficultés d'accès aux soins, ruptures familiales et isolement social, difficultés à l'emploi (Beaubatie, 2017 ; Whittle, Turner, Al-Alami *et al.*, 2007) – se conjugue dans les discours avec une très violente campagne anti-trans menée par les médias et encouragée par les conservateurs au pouvoir dans ces deux pays (Espineira et Thomas, 2014 ; Pearce Erikainen et Vincent, 2020). Dans ce contexte, le rôle des ressources urbaines dans les vécus trans est analysé sous le prisme de la

justice, à la fois par l'étude de la réappropriation de ressources répondant à des besoins découlant de cette précarité systémique et par la prise en compte de la dimension symbolique de cette reconnaissance.

Ainsi, l'objet de cet article est de questionner, à la lumière des expériences trans recueillies à Paris et à Londres dans le cadre de ma thèse de doctorat, le caractère émancipateur des ressources, communautaires ou non, matérielles et immatérielles, fournies par le contexte urbain. J'y montre que les ressources offertes aux personnes trans par et dans les villes permettent de compenser de fortes discriminations dans l'accès aux espaces et aux services ouverts au public. Elles sont de plusieurs types – administratives, médicales, festives et conviviales – et reposent notamment sur la mise à disposition d'espaces, de services et de droits par l'entraide entre les pairs. Ces ressources sont souvent négociées par les associations avec les représentant-e-s des collectivités locales qui partagent avec les militant-e-s trans un idéal de justice. Pourtant, j'ai constaté sur le terrain qu'il existait divers degrés d'appropriation de ces ressources. Après avoir montré comment les villes, comme espaces-ressources, participent à la redistribution ainsi qu'à la reconnaissance des communautés trans, j'utilise un cadre d'analyse intersectionnel pour nuancer ces résultats, en montrant l'inégal accès à ces ressources selon des critères de genre, de classe et de race.

Cet article est fondé sur trois types de matériaux complémentaires récoltés dans le cadre de ma thèse. Dans un premier temps, je mobilise un dispositif d'enquête ethnographique composée d'une série de journaux de bord des pratiques des espaces publics, tenus par des hommes (17), des femmes (10) et des personnes non binaires (4), trans, issues d'une large variété de milieux sociaux. Chacun-e des 31 participant-e-s parisien-ne-s (16) et londonien-ne-s (15) a noté, durant trois jours, l'ensemble de ses pratiques en dehors de son domicile, ses ressentis sur le moment et, à la relecture, son éventuel avis. La rédaction d'un journal était systématiquement précédée d'un entretien biographique visant à recueillir la trajectoire de vie des participant-e-s. Nous avons ensuite analysé ensemble le contenu de ces journaux de bord lors d'un entretien-bilan. Un financement de mon laboratoire a permis de rétribuer les participant-e-s en échange de la réalisation de la totalité du protocole, ce qui a aidé à toucher des publics divers, dont certains particulièrement précaires, souvent absents des espaces communautaires. En revanche, mon absence de connaissance des langues espagnole et portugaise m'a empêché d'enquêter auprès de personnes migrantes, pour la plupart d'origine sud-américaine. Ces éléments sont complétés, dans un second temps, par une observation participante d'interactions entre pouvoirs publics locaux et associations de défense des droits des trans à l'occasion de diverses réunions ayant pour objet la négociation de l'accès à un service et lors desquelles j'étais présenté en tant que chercheur par les associations parisiennes. Je tirais de ma propre proximité au milieu militant trans une certaine complicité avec les membres de ces associations. Très isolé, au contraire, dans le cadre du terrain londonien, surétudié et peu accessible aux jeunes chercheur-se-s (Bonté, 2021), j'ai observé les activités associatives et questionné les membres des structures de manière informelle, en tant que simple participant. Confrontée à cette géopolitique des revendications associatives, c'est bien l'attention aux pratiques effectives et quotidiennes des espaces publics des participant-e-s qui a permis de comparer cette offre urbaine avec le recours effectif aux ressources.

Des villes identifiées comme pourvoyeuses de ressources pour les personnes trans

Les participant-e-s qui ne sont pas originaires des capitales enquêtées sont unanimes sur ce point : leur départ de leur région natale est définitif et émancipateur. « *This is like moving on* » (« C'est comme aller de l'avant »), résume Daren, 25 ans, ingénieure d'étude dans un laboratoire londonien. Ces migrations vers Paris ou Londres sont motivées par l'identification de ressources répondant aux besoins spécifiques des personnes trans : une présence trans d'abord, que je qualifie de « communautaire », car ses apports matériels reposent sur des solidarités et un autosupport¹ caractéristique des organisations trans, associatives ou non, et un relatif anonymat ensuite, propre à l'expérience du citadin (Simmel, 2013), qui facilite la transition de genre en réduisant la proximité sociale et émotionnelle des autres usager-e-s des espaces fréquentés.

Des trans géographies (géographies trans) questionnant l'inclusion des personnes trans dans les espaces gay et lesbiens

Les travaux de géographie portant sur les vécus trans, principalement centrés sur des contextes urbains à quelques exceptions près (voir par exemple Abelson, 2016), se sont intéressés aux rapports des communautés trans aux quartiers gay et lesbiens, eux-mêmes particulièrement enquêtés par la géographie des sexualités. Petra Doan (2007) montre que le caractère genré et normatif des espaces communautaires gay et lesbiens, en particulier concernant l'offre commerciale et les logiques de regroupement résidentiel, exclut les personnes de genre non conforme. Elle signale qu'en réponse à cette exclusion des logiques de concentration spatiale, les communautés trans développent d'autres espaces discursifs plus inclusifs et moins ancrés spatialement : événements en ligne, ponctuels, itinérants, etc., à l'image des spatialités lesbiennes parisiennes décrites par Nadine Cattani et Anne Clerval (2011). Bien que cette notion soit mise en question (Brown, 2012), Cha Prieur a bien montré l'« homonormativité » des milieux LGBTI parisiens et montréalais, dont les logiques de reproduction de normes de genre propres aux sociabilités gay et lesbiennes excluent les personnes qui s'extraient de cette binarité. Toutefois le systématique appel à la non-conformité de genre pour décrire les vécus trans a été critiqué (Browne et Nash, 2010, p. 8). Ainsi d'autres géographes s'emparent des études trans en interrogeant d'autres dimensions matérielles des vies trans, notamment leurs besoins spécifiques en matière de soin et de parcours administratif. Kath Browne et Jason Lim (2010) complètent ces connaissances par une étude de cas approfondie de la « capitale gay du Royaume-Uni », Brighton and Hove, s'intéressant à une expérience « large » de l'espace urbain. Si les représentations collectives d'une ville tolérante et accueillante imprègnent les habitant-e-s trans et contribuent à améliorer leur qualité de vie, les discriminations connues à Brighton, notamment un très difficile accès aux soins de transition de genre, complexifient leur vécu. Catherine Nash (2010), à partir d'une enquête menée auprès d'habitant-e-s LGBTI de Toronto, montre enfin l'existence de logiques d'(auto-)exclusion des personnes trans des milieux militants, en particulier féministes, après la transition de genre. Par respect pour les luttes féministes ou en raison d'une exclusion concertée, le changement de genre implique souvent un départ des milieux militants fréquentés avant la transition. Le caractère genré des espaces communautaires est désigné comme facteur d'exclusion, en raison d'un changement de groupe social de genre plutôt que d'une inadéquation à des normes de genre binaires. Cela donne lieu

1. Ce terme est utilisé par les groupes d'entraide, notamment d'usager-ère-s de drogues, pour appuyer sur la dimension de pair-à-pair de l'aide apportée. Les associations trans l'utilisent pour décrire leurs activités qui reposent principalement sur l'entraide entre pairs.

notamment à une exclusion des espaces de socialisation d'origine des personnes trans. Dans ce contexte, les travaux les plus récents dénoncent « une fausse dichotomie entre l'espace et la subjectivité, dans laquelle l'espace est passif et les sujets sont acteurs et contrôlent leur monde » (Crawford, 2015, p. 20, cité par Todd, 2021, p. 5). La ville n'est ainsi que peu interrogée pour son influence sur les vies trans. Dans l'ensemble de ces travaux, le milieu urbain est considéré à la fois comme vecteur de ressources et d'exclusion.

Des ressources communautaires identifiées, fondées sur la mise en accessibilité des villes

Peu de participant-e-s rencontré-e-s sont originaires des terrains étudiés. La grande majorité a vécu une migration résidentielle vers la métropole enquêtée. Sur les seize participant-e-s vivant dans le grand Londres, seul-e-s six sont né-e-s et ont grandi sur place, parmi lesquel-le-s cinq vivent actuellement dans un quartier différent de celui de leur naissance. Parmi les seize Francilien-ne-s, seul-e-s trois ont grandi en région parisienne. Ces installations récentes à Paris et Londres coïncident, comme c'est le cas dans la plupart des travaux de géographie des sexualités portant sur les métropoles européennes, avec une migration résidentielle due à l'entrée dans les études supérieures ou à l'occupation d'un premier emploi (Blidon et Guérin-Pace, 2013). Dans les récits des participant-e-s à cette enquête, en plus des raisons professionnelles, la connaissance *a priori* d'une présence communautaire active et clairement identifiée apparaît comme un élément décisif dans le choix de la destination de la migration. La visibilité trans et gay dans les grandes villes a par exemple motivé les choix d'installation de Tobias, un étudiant trans et gay, lorsqu'il a commencé ses études supérieures.

« Je ne cherchais pas seulement des fac à Londres, j'ai postulé à beaucoup d'endroits, mais il s'agissait de grandes villes ou du moins de grandes agglomérations. [...] J'aime particulièrement être à Londres parce que c'est là que se déroulent les grandes marches des fiertés, il y a la Trans Pride... Pendant la semaine d'accueil des nouveaux étudiants à la fac, j'ai passé beaucoup de temps dans plusieurs bars gay de Soho, qui étaient tous très accueillants. [...] C'est comme ça que j'ai choisi Londres. » (Tobias, 20 ans, étudiant, Whitechapel, Londres, 2019)

La présence gay et trans a ainsi rendu les grandes villes et Londres en particulier attractives pour Tobias. Il a fondé ces représentations à la fois sur les marches des fiertés et sur son expérience des bars gay du quartier de Soho. Pourtant, depuis son arrivée à Londres un an et demi avant l'entretien, Tobias ne s'est rendu que de très rares fois dans un espace LGBTI : ce sont bien les marques visibles de la présence communautaire qui ont motivé sa migration.

L'identification et le recensement des ressources mises à disposition des personnes trans en Île-de-France et dans le Greater London laissent à voir une géographie contrastée. Ces ressources, recensées en entretien, sur les réseaux sociaux et dans le cadre des observations participantes, se déclinent en quatre thèmes : ressources administratives – aide pour le changement d'état civil, médiation avec les administrations –, ressources médicales et touchant au bien-être – formation de personnels de soin, mise à disposition de listes de soignant-e-s formé-e-s aux questions trans, permanences de soins gratuits, créneaux piscines réservés, clubs sportifs –, ressources sociales et festives – bars, restaurants, soirées –, thèmes auxquels vient s'ajouter la question du travail du sexe, qui constitue pour certaines femmes une ressource économique, nécessitant souvent une initiation par les pairs. C'est bien la conjugaison d'une présence trans et de services (administratifs, de santé,

infrastructurels, etc.) qui est à l'origine du caractère urbain de ces ressources : présentes en ville, elles nécessitent d'être mises à disposition. À Paris et à Londres, c'est l'organisation collective, associative ou non, qui le permet.

Les participant-e-s ne s'approprient pas toujours ces ressources, mais elles sont toutefois bien identifiées : des lieux communautaires névralgiques comme La Mutinerie (bar « festif, culturel et politique, [...] par et pour les meufs, gouines, bis, trans', queers »²) ou les activités sportives de l'association Acceptess-T sont systématiquement cités en entretien. Quelques collectifs et clubs sportifs bien identifiés coexistent dans le centre londonien, néanmoins la tendance des espaces et ressources trans dans cette ville est davantage à la dispersion. La profusion d'espaces queer et trans est citée par la quasi-totalité des participant-e-s comme un élément déterminant de leur qualité de vie à Londres, mais ces ressources sont perçues comme précaires et dispersées. Les participant-e-s originaires d'ailleurs indiquent toutefois bien avoir choisi de s'installer dans la capitale anglaise pour la présence trans.

La présence et l'identification des ressources communautaires permettent de rendre accessibles des espaces et des services peu accessibles aux personnes trans : lieux festifs LGBTI habituellement « homonormatifs » (Prieur, 2015a ; 2015b), piscines et équipements sportifs dans lesquels les corps sont exposés au regard des autres (Phipps, 2021), soins médicaux (Beaubatie, 2017), etc. En ce sens, rendre accessibles des ressources déjà présentes en ville est un élément clé d'une justice redistributive, caractéristique des stratégies déployées par les associations enquêtées.

Les ressources métropolitaines comme idéal de justice

Les ressources recensées sur les deux terrains sont principalement mises à disposition des communautés par des associations de défense des droits des personnes trans. Ces dernières, dans le cas français que j'ai davantage enquêté, justifient leurs activités selon des idéaux de justice. Pour Giovanna Rincon, présidente de l'association Acceptess-T, à l'origine d'un grand nombre d'activités d'entraide destinées à une grande diversité de publics trans, l'accès aux espaces et aux services publics est une condition à la citoyenneté et au statut d'être humain. La justice redistributive, présentée comme une étape nécessaire vers la reconnaissance, est donc un élément fondamental justifiant l'offre de ressources de la part des associations trans.

« [L'argument] majeur de [notre] travail, [c'est] de démontrer comment la transphobie se cristallise dans les services publics, et que ces personnes qui sont des citoyens comme les autres, enfin devraient, n'ont pas accès à ces services. Voilà comment la transphobie s'intériorise dans la vie des gens et devient normale, et comment, dans les services publics et les institutions, personne ne s'en soucie. [...] C'est là qu'on a commencé à démontrer que notre démarche était au-delà de la transphobie, que c'était une question d'inclure tout le monde, tout le temps, de laisser personne de côté de la société. » (Giovanna Rincon, présidente de l'association de défense des droits des personnes trans Acceptess-T, 2019)

La question de la justice est centrale dans le discours de la présidente de l'association, même si le mot n'est jamais cité. Le fait de rendre les services et les équipements publics accessibles aux personnes trans est lié au statut de citoyen-ne :

2. Extrait du [site internet de La Mutinerie](#), consulté le 23/09/2021.

Giovanna Rincon considère qu'une personne qui n'a pas accès aux espaces et aux ressources ouverts au public est « [laissée] de côté de la société » et n'est pas traitée comme un « citoyen comme les autres ». Devenir citoyen-ne, c'est devenir membre de la société à part entière et c'est ainsi qu'Acceptess-T entend redonner aux personnes trans leur statut d'être humain. Cette question de citoyenneté est d'autant plus centrale pour l'association que le public non exclusif, mais principal, de ses actions est celui de personnes trans migrantes – en France majoritairement des femmes, primo-arrivantes, sud-américaines, en situation de grande précarité économique, administrative et sanitaire (Gonzalez, 2018). Giovanna Rincon entend « partir du vécu de ces femmes » pour « en faire profiter tout le monde, c'est-à-dire lutter de manière large [...] contre toute forme de transphobie ». Elle présente ainsi les actions de l'association comme des moyens de rétablir les injustices causées par une transphobie sociale et institutionnelle.

C'est d'ailleurs autour d'un débat sur ce qui constitue la justice que s'opposent associations et pouvoirs publics sur la question de l'accès des personnes trans aux piscines publiques. Si les associations considèrent que les grandes difficultés rencontrées par les personnes trans à l'accès à ces équipements constituent en soi une injustice, les représentant-e-s des pouvoirs publics locaux français considèrent, au contraire, que la privatisation d'un équipement public pour une catégorie de population constituerait une rupture d'égalité. Une élue en charge de la lutte contre les discriminations d'une ville moyenne française a ainsi refusé d'octroyer un créneau à une association locale. Ayant accepté de m'expliquer sa démarche, elle formule les choses ainsi : « La piscine, c'est un espace public, et les espaces publics exclusivement réservés, c'est problématique ! Car, nous, on est garants dans l'espace public de la possibilité du croisement, de la possibilité de la diversité, du pluralisme, et non pas du compartimentage ». Cette justice universaliste prône l'accès de tou-te-s à tout instant. S'y opposent la réappropriation et la redistribution des ressources par et pour les trans, qui est pensée par les associations et les collectifs comme une justice à la fois de redistribution et de reconnaissance : il s'agit, en regagnant l'accès aux services et aux équipements publics, de regagner le statut d'être humain. Pourtant, l'étude du rapport des personnes trans à ces ressources laisse voir des degrés d'appropriation contrastés selon des critères de classe, de genre et de race.

Des ressources à l'accessibilité contrastée selon des critères de classe, de genre et de race

Un écart saisissant entre le contenu des entretiens biographiques, qui ont été réalisés avant la rédaction du journal de bord, et le contenu du journal a pu être observé sur les terrains parisien et londonien. Tandis que les ressources présentées ci-dessus sont abondamment citées dans les entretiens biographiques, au cours desquels je posais des questions sur la relation des participant-e-s aux communautés trans, elles sont totalement absentes des journaux de bord – à une seule exception près. C'est en creusant les raisons de ces absences que s'est dessiné le rôle d'importants obstacles à l'accès des personnes trans aux milieux communautaires, mêlant classe, genre et race.

Des milieux militants et festifs socialement situés

D'abord ressortent des difficultés liées au coût d'accès aux espaces festifs. En Île-de-France, le prix limité des transports semble expliquer la relative accessibilité des ressources en journée : à titre de comparaison, un abonnement mensuel permettant de se déplacer sur tout le réseau francilien coûte 75,20 € par mois, contre 370,60 £ pour le grand Londres, c'est-à-dire environ 429 € en 2021³. Certain-e-s participant-e-s francilien-ne-s font part de difficultés financières pour accéder aux soirées queers, gay et lesbiennes, fortement centralisées. Les habitant-e-s de moyenne et grande couronne n'envisagent jamais de retour après le dernier train de banlieue, le taxi étant trop onéreux. Toutefois, le phénomène est exacerbé dans le Greater London. Les habitant-e-s dénoncent des coûts de déplacement qui ne leur permettent pas de rejoindre les ressources en journée, malgré leur meilleure répartition sur le territoire. L'influence de la précarité économique des participant-e-s sur leur accès aux ressources est alors amplifiée : l'état du marché du logement en Île-de-France et dans le Greater London ne leur laisse qu'une petite marge de manœuvre dans leurs choix résidentiels, ce qui contribue à reléguer les plus précaires à des espaces périphériques et isolés. Pour certain-e-s, comme Harry qui enchaîne les petits boulots et passe régulièrement plusieurs semaines d'affilée sans emploi, le coût de déplacement est totalement rédhibitoire. Il vit pourtant dans le quartier de Brixton, central, comparativement aux périphéries de la vaste région métropolitaine de Londres, puisque situé sur le réseau de métro.

« Milan : Pourquoi est-ce que tu préfères [les groupes en ligne] plutôt que d'aller dans un groupe de parole habituel ?

Harry : Voyons mec, c'est genre sept livres pour aller de Brixton à n'importe quel endroit au centre de Londres ! Puis sept livres pour revenir, et tu peux ajouter quinze livres pour le dîner et au moins six pour un verre... Je ne suis pas si riche, mec ! »
(Harry, 38 ans, emplois administratifs précaires, Brixton, Londres, 2019)

Harry fréquente des groupes de parole en ligne, car se déplacer et se restaurer lui reviendrait trop cher. Cela est d'autant plus vrai que les locaux associatifs sont rares à Londres : certaines associations demandent une participation financière aux frais de location de la salle après les groupes de parole, comme c'est le cas de l'association London Friend, tandis que d'autres sont contraintes d'organiser leurs rencontres dans des établissements commerciaux où la consommation fait titre de droit d'entrée, comme pour certains événements de l'association FTM London. La sous-dotation du secteur associatif, la privatisation du système de transports en commun qui engendre des tarifs rédhibitoires, ainsi qu'une forte ségrégation sociospatiale compliquent ainsi considérablement l'accès aux ressources communautaires pour les personnes les plus précaires, en particulier sans emploi. Toutefois, d'autres obstacles peuvent être mis en lumière.

Certain-e-s participant-e-s à l'enquête, qui connaissent l'existence des ressources associatives et ne rencontrent pas de problème particulier pour se déplacer jusqu'à elles, n'ont jamais tenté d'y recourir ou y recourent très peu. Pourtant, ces dernier-e-s déplorent parfois leur isolement des communautés trans et plus largement LGBTI. C'est par exemple le cas de Ludo, lycéen de 18 ans qui est isolé des autres jeunes de sa ville de banlieue depuis sa transition. Il cherche donc à rencontrer

3. Prix du mois d'abonnement Navigo en 2021, source : iledefrance-mobilites.fr, consulté le 20/05/2021. Prix d'une carte d'abonnement mensuel couvrant les zones 1 à 9 du réseau du Greater London, source : tfl.gov.uk, consulté le 20/05/2021.

d'autres personnes trans à Paris pour sortir de son isolement. Plutôt que d'aller dans une association spécialisée dans la lutte contre l'isolement des jeunes LGBTI, dont il confirme qu'il a connaissance, il préfère « traîner vers Gare du Nord ou vers Châtelet » avec des inconnu-e-s rencontré-e-s sur Facebook, « de tous les âges, de 15 à 60 ans ». Intrigué et un peu inquiet par ces pratiques, je décide d'en discuter informellement avec lui après l'entretien.

« À la fin de l'entretien, nous avons regagné ensemble la gare du Nord avec Ludo. J'ai discuté un peu avec lui des personnes qu'il rencontre grâce aux groupes Facebook. [...] J'ai essayé de comprendre pourquoi il n'était jamais allé dans une asso alors qu'il connaît leur existence. [...] Ludo a évoqué sa timidité. Il m'a expliqué être "très impressionné" par les personnes LGBT militantes dont il lit les discours sur les réseaux sociaux. Il a peur de "dire quelque chose de travers" ou de ne pas dire "la bonne chose", de ne pas avoir un avis construit sur les questions politiques ou encore "d'avoir l'air nul" face à ces militant-e-s. » (extrait de carnet de terrain, Paris, 25/08/2019)

Plusieurs participant-e-s ont rapporté, comme Ludo, faire face à de grandes difficultés pour comprendre les attentes des milieux trans et queer parisiens, notamment quant au positionnement politique. La peur de ne pas savoir se positionner dans un débat politique est prégnante. C'est par exemple le cas de Tom, agent d'entretien en intérim, qui préfère « aller dans un bar hétéro avec [ses] ami-e-s queers » à se rendre dans des lieux spécifiquement trans, même non festifs. En effet, les débats sur les réseaux sociaux « sur la place des mecs trans dans le féminisme », dans lesquels est questionnée la légitimité des hommes trans à fréquenter des espaces féministes, lui font penser qu'il serait « mal à l'aise » voire « à côté de la plaque » dans une association trans (Tom, 22 ans, technicien de surface intérimaire, Rennes). Dans le cadre de sa thèse, Cha Prieur (2015b) a largement documenté les normes de classe des milieux queer. Malgré la promotion d'un certain « ascétisme militant » dans les espaces politiques queers (promotion de la vie en squat, de la récupération alimentaire, mise en valeur d'origines sociales populaires parfois lointaines), les personnes fréquentant les milieux queers parisiens sont majoritairement bourgeoises ou du moins fortement dotées en capital culturel (*ibid.*, p. 165). Les idées politiques promues, y compris anticapitalistes, produisent paradoxalement de nouvelles normes sociales propres au milieu queer et particulièrement discriminantes du point de vue de la dotation en capital culturel. Un ensemble de « règles du savoir-vivre Trans Pédé Gouine » perçues comme subversives vient légitimer dans les faits la reproduction de rapports de classe dans les espaces queers (*ibid.*, p. 330). Parmi les participant-e-s à mon enquête, Ella perçoit bien, à propos de La Mutinerie, lieu queer et trans parisien névralgique abondamment cité dans les travaux de Cha Prieur, la présence de « codes du lieu » qui rendent sa fréquentation inconfortable. En tant que passionnée de musiques électroniques, cette dernière est pourtant une grande habituée des milieux festifs qu'elle qualifie d'« underground ».

« Je déteste la Mut'. J'arrive pas à me sentir bien là-bas, j'y suis allée deux, trois fois, mais j'aime pas, malaise total à chaque fois. [...] Il suffit pas que le lieu soit queer [...], c'est aussi un lieu qui, quand tu ne connais pas les gens, est extrêmement hostile et désagréable, parce que tu sens qu'il y a des codes qu'il faut respecter et qui vont au-delà de simplement les codes de la communauté trans pédé gouine, qui sont aussi les codes de la Mut'. » (Ella, 27 ans, cadre dans un parti politique, 18^e arrondissement, Paris, 2019)

À l'importance du capital culturel dans l'expérience des lieux queer s'ajoute ainsi celle du capital social : Ella voit un lien direct entre son malaise à La Mutinerie et le fait de n'y connaître personne. Les « codes de la Mut' », qu'elle peine à s'approprier, rendent le lieu inhospitalier à ses yeux. Issue d'un milieu populaire, Ella se définit elle-même comme « transfuge de classe ». Si ses appréhensions ne l'ont pas empêchée d'accéder au lieu, le sentiment de décalage avec les normes sociales des client·e·s du bar l'a dissuadée d'y retourner. La classe sociale apparaît ainsi comme un élément déterminant de l'accès aux lieux trans, festifs d'une part, mais également associatifs, comme le montrent les expériences de Ludo et de Tom. La dotation en capital social et culturel est particulièrement discriminante, notamment en raison du report des débats militants sur les réseaux sociaux dont la radicalité impressionne les personnes qui n'ont jamais fréquenté d'association. En approfondissant la question, on se rend compte que les enjeux liés à la classe sociale sont fortement liés à des enjeux de genre, structurants dans les expériences trans.

Une exclusion des espaces communautaires au croisement des enjeux de genre, de classe et de race

Tout au long de l'enquête ont émergé, en filigrane des entretiens, un certain nombre de débats contemporains sur les personnes trans, issus des réseaux sociaux ou de la sphère médiatique. En France comme au Royaume-Uni, les médias et les militant·e·s débattent, d'une part, de la place des hommes trans dans les espaces féministes et, d'autre part, de la place des femmes trans dans l'ensemble des espaces réservés aux femmes (Morinom, 2013). Ces débats, auxquels les participant·e·s ont été confronté·e·s sur les réseaux sociaux, se fondent sur la question de la socialisation masculine : dans les deux cas, la socialisation masculine secondaire des hommes trans ou primaire des femmes trans est vue comme un élément remettant potentiellement en cause leur légitimité – pour les uns au sein des espaces militants, pour les autres au sein du groupe des femmes. Cela donne lieu à des discussions prolifiques auxquelles il ne s'agit pas de prendre part ici, mais dont l'influence sur l'accès des personnes trans aux espaces et ressources communautaires nous intéresse.

Ces débats touchent les participant·e·s de façons diverses selon leur classe sociale. D'un côté, les plus doté·e·s en capital culturel et social – qui sont aussi les plus subversif·ve·s au regard des normes de genre (Beaubatie, 2020) – parviennent à s'en détacher, voire à s'en accommoder : certain·e·s rejettent « la binarité de genre et tout ce qui va avec » (Thelma, 20 ans, étudiant·e en arts, Rennes), d'autres composent avec « une masculinité plus policée, bourgeoise et silencieuse » (Duran, 24 ans, élève d'une grande école, Paris). De l'autre, les moins doté·e·s en capital culturel et social témoignent d'obstacles à l'accès à ces espaces ressources. Ces obstacles prennent la forme de difficultés à s'intégrer dans les espaces trans, voire d'appréhensions, qui poussent parfois à renoncer *a priori* à l'accès à certains lieux festifs et associatifs. Lorsque je demande à Ella d'approfondir son propos au sujet du malaise qu'elle ressent à La Mutinerie, sa réponse montre bien la manière dont ces enjeux liés au genre s'entremêlent avec les normes de classe.

« La deuxième fois que j'y suis allée, j'étais en début de transition. [...] Mais même quand tu es perçue comme une meuf trans, [...] y a notamment tout ce débat sur la place de la socialisation masculine dans l'expérience et la vie des meufs trans. J'ai fait un truc qui arrive [...], j'ai renversé le verre d'une meuf, et je me suis sentie hyper mal ! [...] Je me disais "[...] tout le monde va penser : ce mec prend de la place, bouscule, etc." [...] Du coup, avec ces débats, encore plus dans les milieux

queers que dans un espace lambda, t'es en permanence dans le contrôle de l'espace que tu prends pour pas qu'il y ait des meufs qui pensent "ah, au fond c'est un mec parce qu'elle prend de l'espace." » (Ella, 27 ans, cadre dans un parti politique, 18^e arrondissement, Paris, 2019)

Les « codes de la Mut' » et, de manière générale, les normes sociales des milieux festifs queers sont des normes de classe fortement genrées. L'adresse et la discrétion en font partie : elles sont des éléments de distinction de genre, discriminant les masculinités « acceptables » des autres. Cette attention constante à l'espace sonore et matériel occupé avec la voix, le corps et les gestes est partagée par la majorité des femmes trans ayant participé à l'enquête, dans l'ensemble des espaces publics fréquentés. En effet, le fait d'occuper trop d'espace sonore et matériel menace, dans la plupart des cas, la féminité des protagonistes : il s'agit de pratiques socialement masculines qui mettent en péril le *passing* des femmes trans, c'est-à-dire leur capacité à passer pour cis dans le genre revendiqué (Beaubatie, 2019). Toutefois, le stress lié au fait de se révéler trop masculine en parlant trop fort ou en prenant trop de place semble particulièrement accru dans les espaces féministes. Paradoxalement, plusieurs femmes trans témoignent s'inquiéter davantage de leur *passing* dans les espaces trans qu'ailleurs : la peur qu'on leur reproche une supposée socialisation masculine ne leur permet pas de se détendre dans ces espaces censés être protégés. C'est par exemple le cas de Ruth : elle fréquente régulièrement des groupes d'autosupport trans dans l'Est londonien et rapporte une certaine fatigue à devoir surveiller son ton de parole, même dans les espaces spécifiquement trans qui devraient lui permettre de s'exprimer sans s'inquiéter de son *passing*.

« Parfois, je me sens encore à cran, même dans ce genre d'espaces. [...] J'ai parfois l'impression de devoir me surveiller en présence de certains hommes trans et de personnes non binaires. [...] D'après mon expérience, c'est souvent un type de personne très spécifique qui domine ces espaces, comme les hommes trans ou les personnes non binaires qui appartiennent généralement à la classe moyenne, qui sont blanc·he·s, qui se réfèrent à une sorte d'esthétique douce uniformisée et tout le reste. [...] Et quand je me détends, tu sais, je suis assez bruyante. J'ai une voix grave et je prends beaucoup de place, ce qui est mon droit dans ce genre d'espace. Mais ensuite, je commence à ressentir un peu de transmisogynie, comme si on me regardait comme si je me comportais comme un homme, tu sais, on me regarde bizarrement, comme si j'étais objectivée et fétichisée, mais aussi mal aimée. Et parfois je trouve cette "esthétique douce" assez difficile à gérer parce qu'elle est très passive. Et elle peut être assez passive agressive. » (Ruth, 23 ans, étudiante, serveuse et travailleuse du sexe, Tottenham – Londres, 2019)

Ruth, issue de classe populaire, a grandi dans les quartiers est de Londres auprès de parents alcooliques et violents. Elle m'a expliqué avoir appris très jeune à « prendre et occuper sa place pour affronter cette putain de vie » (« *taking up [her] space to confront this fucking life* »). On comprend à la lecture de son témoignage combien cette socialisation liée à ses origines sociales se confronte avec des normes de genre propres aux groupes de parole trans – mettant ainsi en avant l'aspect fortement situé de ces dernières. Les normes comportementales majoritaires de ces milieux sont, selon son expérience, apportées par des hommes et des personnes non binaires qui représentent, en effet, les trois quarts en moyenne des personnes participant aux groupes d'autosupport à Londres, comme j'ai pu le remarquer lors de douze sessions d'observation participante dans différents groupes entre octobre et décembre 2019. Au-delà des éléments que Ruth relève elle-même – ces personnes sont blanches, issues de classe moyenne et partagent des valeurs communes –, cette manière de rejeter la virilité

par la performance d'une masculinité « douce » (qu'elle nomme « *soft aesthetic* », littéralement « esthétique douce ») est connue pour être un outil de domination patriarcale utilisé par certains hommes de classe supérieure. Les valeurs associées à la masculinité et à la virilité varient selon les milieux sociaux, certains hommes se distinguent d'une masculinité jugée archaïque en adoptant une apparence et une attitude androgyne, désarmant ainsi la critique féministe de la domination masculine (Beaubatie, 2020). Ruth semble observer le même phénomène chez les hommes trans et les personnes transmasculines, par ailleurs les plus nombreuses à se déclarer non binaires (Beaubatie, 2017). Ce rejet des hommes blancs de classe supérieure de leur propre masculinité, qui fait norme dans les groupes de parole que Ruth fréquente, la met dans une position particulièrement délicate : alors que ces espaces communautaires devraient lui permettre de ne pas se préoccuper de son *passing*, elle y est paradoxalement beaucoup plus vigilante. Cette surveillance constante de ses actes et de ses paroles cause une grande fatigue chez Ruth, ce qui la pousse parfois à renoncer à fréquenter les espaces communautaires trans.

Ces obstacles de classe et de genre à l'accès aux espaces trans sont partagés par l'ensemble des femmes trans issues de classe populaire qui ont participé à l'enquête. Cette expérience des lieux trans et féministes est partagée par les hommes de classe populaire rencontrés pendant l'enquête, souvent mal à l'aise avec les masculinités qui y sont mises en valeur. Cela se croise parfois avec l'expérience du racisme. Duran, élève d'une grande école parisienne d'origine franco-kurde, confie ainsi être « plus à l'aise à Saint-Denis ou dans les villes comme ça, avec de la diversité, que [dans son école] et dans les assos comme [l'association féministe et queer de son école]. » Il explique pouvoir y exprimer une masculinité « plus bourrue », « plus proche de [son] éducation », qu'il pense être « très très mal vu[e] » dans les cercles féministes et LGBTI de son école. C'est également le cas d'Ethan, un homme trans noir issu de classe populaire vivant dans l'Est londonien. Ce dernier se moque lui-même des attitudes « typiquement féminines » (« *typically feminine* ») qu'il doit adopter « pour passer pour un mec décent » (« *in order to pass for a decent guy* »), ayant remarqué, depuis qu'il se présente en tant qu'homme, une forme de méfiance et des attitudes parfois agressives à son égard, y compris dans les milieux trans. Enfin, d'autres participant-e-s non blanc-he-s font l'expérience d'un double rejet : à la fois des espaces trans en raison du racisme et de leurs communautés d'origine en raison de la transphobie. Jamie, dont les parents sont d'origine pakistanaise, explique ainsi ressentir un malaise à la fois dans les espaces LGBTI de son université et dans les commerces pakistanaïes londoniens.

« Quand je porte un bindi ou une tenue traditionnelle, comme une robe ou autre, je fais toujours très attention aux autres, où que j'aïlle. Dans mon école, il y a un groupe LGBT, mais ils font des commentaires sur ma tenue, je veux dire que ce ne sont pas toujours de mauvais commentaires, mais je ne sais jamais s'ils sont honnêtes ou s'ils essaient juste de me donner un air spécial ou différent. [...] Je vais parfois dans des magasins pakistanaïes, mais j'ai peur que l'on me découvre en tant que hijra, car nous sommes assez bas dans l'échelle sociale. [...] J'ai aussi peur que les Pakistanais britanniques rejettent les identités non occidentales en raison d'un racisme intériorisé ou autre. [...] Où que j'aïlle, il y a quelque chose qui ne va pas chez moi. » (Jamie, 25 ans, étudiant-e, Bethnal Green, Londres, 2019)

La conjugaison de la transphobie à d'autres mécanismes d'exclusion comme le racisme semble écarter les personnes concernées de l'ensemble des ressources mises à dispositions par leurs communautés respectives. Jamie n'a ni totalement accès aux ressources LGBTI, ni vraiment aux ressources mises à disposition par la communauté pakistanaïenne de

Londres. C'est bien la conjugaison de ces deux stigmates qui l'exclut des espaces LGBTI en raison du racisme et des espaces pakistanais en raison de la transphobie.

Dans ces exemples, c'est l'intersection entre la position minoritaire de personne trans et une discrimination de classe, de genre ou de race qui produit une double exclusion : des villes et de leurs ressources d'abord, en tant que personne trans, et des ressources trans ensuite, en raison d'une masculinité trop intériorisée (genre), trop bruyante ou trop peu sophistiquée (classe et race), ou encore à la suite d'un processus d'exotisation (race). Cette double exclusion pousse certain-e-s, comme Ella, à préférer le risque de transphobie des lieux généralistes au sentiment de malaise qu'elle ressent dans les lieux communautaires, mais en pousse d'autres, comme Ludo ou Ruth, à s'isoler davantage. Le cadre d'analyse de l'intersectionnalité permet de saisir ce phénomène de double exclusion. Les espaces festifs et associatifs trans, qui constituent de fait une grande partie des ressources métropolitaines créées par et pour les personnes trans, apparaissent ainsi fortement situés dans les rapports sociaux de genre, de classe et de race. Une normativité bourgeoise, à la fois fondée sur un rapport aux savoirs militants et des normes de sociabilité et de comportement genrées, fortement ancrées dans un *habitus* blanc et bourgeois, limite l'accès à ces espaces ressources. À Paris, où la population trans migrante est la plus visible, des espaces festifs avant tout destinés aux femmes migrantes et travailleuses du sexe, comme la fête mensuelle (*fiesta mensual*) de l'association Acceptess-T, coexistent avec les lieux trans *a priori* destinés à tou-te-s : est-ce à lire comme le résultat d'une trop grande normativité des espaces trans généralistes ?

Conclusion

Les métropoles sont, par l'accès privilégié à de nombreuses ressources utiles qu'elles permettent tout au long des parcours de transition, des espaces prisés par les personnes trans. La concentration spatiale de cette population, minoritaire socialement et numériquement, permet la construction d'espaces protégés et la mise à disposition de ressources associatives, festives, culturelles, sportives et médicales. Ces ressources rendent les grandes villes attractives pour les personnes trans qui les identifient comme les marqueurs d'une potentielle tolérance. Elles sont en outre pensées par les acteur-ric-e-s des luttes des droits des trans comme parties prenantes d'une justice redistributive, condition d'une reconnaissance sociale. Pourtant, la population s'approprié inégalement ces ressources, laissant penser que ce sont avant tout celles et ceux qui en ont les moyens qui s'en saisissent. Ces ressources métropolitaines semblent rendre les villes attractives pour tou-te-s, mais elles ne le sont pas pour tou-te-s.

Pour citer cet article

Bonté Milan, « Ressources et accessibilité des espaces urbains pour les personnes trans : un idéal de justice à l'épreuve des discriminations à Paris et à Londres » [“Resources and trans access to urban spaces: an ideal of justice diluted by discrimination

in Paris and London”], *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 17, 2022 (<http://www.jssj.org/article/ressources-et-accessibilite-des-espaces-urbains-pour-les-personnes-trans-un-ideal-de-justice-a-lepreuve-des-discriminations-a-paris-et-a-londres>).

Bibliographie

Abelson Miriam J., « "You aren't from around here": Race, Masculinity, and Rural Transgender Men », *Gender, Place & Culture*, vol. 23, n° 11, 2016, p. 1535-1546.

Beaubatie Emmanuel, *Transfuges de sexe. Genre, santé et sexualité dans les parcours d'hommes et de femmes trans' en France*, Paris, EHESS, 2017.

Beaubatie Emmanuel, « L'aménagement du placard », *Genèses*, vol. 114, n° 1, 2019, p. 32-52.

Beaubatie Emmanuel, « La multiplicité du genre », *La Vie des idées*, 2020.

Blidon Marianne, « En quête de reconnaissance. La justice spatiale à l'épreuve de l'hétéronormativité », *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 3, 2011.

Blidon Marianne, **Guérin-Pace** France, « Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays », *Sociologie*, vol. 4, n° 2, 2013, p. 119-138.

Bonté Milan, « Enquêter les personnes trans en géographie. Des méthodes participatives pour répondre aux enjeux de la surétude ? », *Annales de Géographie*, vol. 6, n° 742, 2021, p. 47-70.

Brown Gavin, « Homonormativity: A Metropolitan Concept that Denigrates "Ordinary" Gay Lives », *Journal of Homosexuality*, vol. 59, n° 7, 2012, p. 1065-1072.

Browne Kath, **Lim** Jason, « Trans Lives in the "Gay Capital of the UK" », *Gender, Place & Culture*, vol. 17, n° 5, 2010, p. 615-633.

Browne Kath, **Nash** Catherine J. éd., *Queer Methods and Methodologies: Intersecting Queer Theories and Social Science Research*, Farnham, Ashgate, 2010.

Cattan Nadine, **Clerval** Anne, « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris », *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 3, 2011.

Cattan Nadine, **Leroy** Stéphane, « La ville négociée : Les homosexuel(le)s dans l'espace public parisien », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 54, n° 151, 2010, p. 9-24.

Crawford Lucas, *Transgender Architectonics: The Shape of Change in Modernist Space*, Oxon, Ashgate, 2015.

- Doan** Petra L., « Queers in the American City: Transgendered perceptions of urban space », *Gender, Place & Culture*, vol. 14, n° 1, 2007, p. 57-74.
- Espineira** Karine, **Thomas** Maud-Yeuse, « Les trans comme parias. Le traitement médiatique de la sexualité des personnes trans en France. », *Genre, sexualité & société*, n° 11, 2014.
- Erdi Lelandais** Gülçin, « Citizenship, minorities and the struggle for a right to the city in Istanbul », *Citizenship Studies*, vol. 17, n° 6-7, 2013, p. 817-836.
- Fraser** Nancy, **Ferrarese** Estelle, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Éditions la Découverte, 2011.
- Géococonfluences**, *Ressource(s) – Géococonfluences*, glossaire en ligne, notice créée en mars 2010.
- Gervais-Lambony** Philippe, **Dufaux** Frédéric, « Justice... Spatiale ! », *Annales de géographie*, vol. 665-666, n° 1, 2009, p. 3-15.
- Gonzalez** Olga L., « L'imbrication classe et sexe à l'œuvre : Parcours identitaires et migratoires chez les personnes trans MtF latino-américaines. », *Genre, sexualité & société*, vol. 20, n° 22, 2018.
- Morinom** Friedrich, *Les garçons trans, mauvais sujets du féminisme ? Brooklyn, 2013 : Un regard critique sur la notion de « privilège masculin »*, mémoire de Master 2 en études de genre, 2013.
- Nash** Catherine J. « Trans geographies, embodiment and experience », *Gender, Place & Culture*, vol. 17, n° 5, 2010, p. 579-595.
- Pearce** Ruth, **Erikainen** Sonja, **Vincent** Ben, « TERF wars: An introduction », *The Sociological Review*, vol. 68, n° 4, 2020, p. 677-698.
- Phipps** Catherine, « Thinking beyond the binary: Barriers to trans* participation in university sport », *International Review for the Sociology of Sport*, vol. 56, n° 1, 2021, p. 81-96.
- Prieur** Cha, « Du quartier gay aux lieux queers parisiens : reproduction des rapports de domination et stratégies spatiales de résistance », in Clerval Anne et al., *Espace et rapports de domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015a.
- Prieur** Cha, *Penser les lieux queers : Entre domination, violence et bienveillance*, Thèse de doctorat en géographie, Paris, université Paris – Sorbonne, 2015b.
- Simmel** Georg, *Les grandes villes et la vie de l'esprit* suivi de *Sociologie des sens*, Paris, Payot & Rivages, 2013.
- Todd** James D., « Exploring trans people's lives in Britain, trans studies, geography and beyond: A review of research progress », *Geography Compass*, vol. 15, n° 4, 2021.



2022

Whittle Stephen, **Turner** Lewis, **Al-Alami** Maryam, **Rundall** Em, **Thom** Ben, *Engendered Penalties: Transgender and Transsexual People's Experiences of Inequality and Discrimination*, Manchester, Press for Change/Manchester Metropolitan University, 2007.